

Arrêté n° 1111-24-009

**portant projet de périmètre de l'établissement public issu de la fusion
du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de
Commeaux, du Syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de la Région de
Trun, du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon et
du Syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la Région d'Argentan,**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5212-27,

Vu le décret du Président de la République du 12 janvier 2022 portant nomination de Monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1975 modifié portant constitution du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001 modifié portant constitution du syndicat intercommunal d'achat d'eau potable d'Aubry-en-Exmes, Neauphe-sur-Dives, Saint-Lambert-sur-Dives, Tournai-sur-Dives, Trun et Villedieu-les-Bailleul,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2005 portant constitution du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2013 modifié portant constitution du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan au 1^{er} janvier 2014,

Vu la délibération en date du 25 septembre 2024 du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon proposant la fusion du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux, du syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de Trun, du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon et du syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan et un projet de statuts,

Vu le projet de statuts ci-annexés,

CONSIDÉRANT que les conditions fixées par l'article L. 5212-27 du Code général des collectivités territoriales sont respectées,

SUR proposition de Madame la sous-préfète d'Argentan,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: Il est proposé la fusion du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux, du syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de Trun, du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon et du syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan dont les membres respectifs sont :

Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux :

- Brieux
- Commeaux
- Écouché-les-Vallées (pour la partie du territoire des communes de La Courbe et Sérans)
- Giel-Courteilles
- Habloville
- Monts-sur-Orne (pour la partie du territoire des communes de Montgarout et Sentilly)
- Nécy
- Putanges-le-Lac (pour le territoire de la commune de Putanges-Pont-Écrepin)
- Ri
- Rônai

Syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de Trun :

- Gouffern en Auge pour le territoire de la commune d'Aubry-en-Exmes,
- Neauphe-sur-Dives
- Saint-Lambert-sur-Dives
- Tournai-sur-Dives
- Trun
- Villedieu-les-Bailleul

Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon :

- Bailleul
- Coulonces
- Guéprei
- Merri
- Montabard
- Occagnes
- Ommoy

Syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan :

- Argentan
- Aunou le Faucon
- Boischampré
- Écouché-les-Vallées (pour le territoire de la commune de Fontenai-sur-Orne)
- Fleuré
- Gouffern en Auge (pour le territoire des communes du Bourg-Saint-Léonard, Chambois, La Cochère, Fel, Silly-en-Gouffern et Urou-et-Crennes)
- Juvigny-sur-Orne
- Monts-sur-Orne (pour le territoire de la commune de Goulet)
- Moulins-sur-Orne
- Le Pin-au-Haras
- Sai
- Sarceaux
- Sévigny
- Communauté de communes des Sources de l'Orne en représentation-substitution pour les communes de La Ferrière-Béchet, Le Cercueil, Montmerrei, Mortrée (pour la partie du territoire correspondant à la commune déléguée de Saint-Hilaire-la-Gérard) et Tanville.

ARTICLE 2 : Le projet de périmètre et les statuts sont soumis pour accord aux conseils municipaux des communes membres concernées et aux organes délibérants des membres concernés qui disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, l'accord est réputé favorable.

ARTICLE 3 : Ce projet de périmètre et les statuts sont également soumis pour avis aux comités syndicaux du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux, du syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de Trun, du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon et du syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan. L'avis est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : La fusion des quatre syndicats intéressés peut être prononcée après accord des organes délibérants des membres des syndicats sur l'arrêté dressant la liste des syndicats intéressés à la fusion et sur les statuts du nouveau syndicat. Cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale membres des syndicats inclus dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des mêmes organes délibérants représentant les deux tiers de cette population.

ARTICLE 5 : La présente décision peut, si elle est contestée, faire l'objet des recours suivants au plus tard deux mois à compter de sa publication :

- un recours gracieux motivé adressé à mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- un recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Caen, déposé au plus tard avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la date de publication de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

Les particuliers peuvent également déposer leur recours et s'adresser par la voie électronique au tribunal à partir d'une application internet dénommée « Télérécours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <https://www.telerecours.fr/>

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, la sous-préfète d'Argentan, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux, le président du syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de Trun, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon, le président du syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la région d'Argentan, les maires des communes concernées, le président de la communauté de communes des Sources de l'Orne et la directrice départementale des finances publiques de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne.

Alençon, le **15 OCT. 2024**

Le préfet,


Sébastien JALLET

PROJET DE STATUTS DU SYNDICAT MIXTE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE TERRES D'ARGENTAN

ARTICLE 1. CONSTITUTION ET DÉNOMINATION

En application de l'article L. 5212-27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est formé, par fusion entre le Syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la Région d'Argentan, le Syndicat intercommunal d'achat d'eau potable de la Région de Trun, le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Meillon et le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Source de Commeaux, un syndicat mixte fermé, au sens de l'article L. 5711-1 du CGCT, qui prend la dénomination de :

« Syndicat mixte d'adduction d'eau potable de Terres d'Argentan »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE

Le périmètre du Syndicat mixte d'adduction d'eau potable de Terres d'Argentan, constitué des périmètres des syndicats fusionnés, est composé des membres ci-après désignés :

- Argentan
- Aunou le Faucon
- Boischampré
- Écouché-les-Vallées pour le territoire des communes de la Courbe, Fontenai-sur-Orne et Sérans
- Fleuré
- Gouffern-en-Auge pour le territoire des communes d'Aubry-en-Exmes, Le Bourg-Saint-Léonard, Chambois, La Cochère, Fel, Silly-en-Gouffern, et Urou-et-Crennes
- Juvigny-sur-Orne
- Monts-sur-Orne
- Moulins-sur-Orne
- Le Pin-au-Haras
- Sai
- Sarceaux
- Sévigny
- Communauté de communes des Sources de l'Orne en représentation-substitution pour les communes de La Ferrière-Béchet, Le Cercueil, Montmerrei, Mortrée (pour la partie du territoire correspondant à la commune déléguée de Saint-Hilaire-la-Gérard) et Tanville
- Neauphe-sur-Dives
- Saint-Lambert-sur-Dives
- Tournai-sur-Dives
- Trun
- Villedieu-les-Bailleul
- Brieux
- Commeaux
- Giel-Courteilles
- Habloville
- Nécy
- Putanges-le-Lac pour le territoire de la commune de Putanges-Pont-Écrepin
- Ri
- Rônai
- Bailleul
- Coulonces
- Guéprei
- Merri
- Montabard
- Occagnes
- Ommoy

ARTICLE 3. OBJET DU SYNDICAT

Le syndicat a pour objet :

- La production, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable,
- La protection de la ressource en eau et la mise en œuvre de programmes visant à réduire ou maîtriser les risques de pollution de la ressource en eau,
- L'achat et la vente d'eau potable en dehors de son périmètre.

ARTICLE 4. DURÉE

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5. SIÈGE

Le siège du syndicat est fixé à la Maison des Entreprises et des Territoires – 12 Route de Sées – BP 90220 – 61200 ARGENTAN.

ARTICLE 6. COMITÉ SYNDICAL

6.1 Composition

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les organes délibérants des membres du syndicat.

Chaque commune membre est représentée dans le comité syndical par deux délégués titulaires. Les fonctions de délégué sont exercées à titre bénévole.

Un délégué suppléant est également désigné par chaque commune membre. Il est appelé à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Toute commune déléguée créée en application de l'article L.2113-10 du code général des collectivités territoriales est représentée au sein du comité syndical, avec voix consultative, par le maire délégué ou, le cas échéant, par un représentant qu'il désigne au sein du conseil de la commune déléguée, lorsque celui-ci existe.

6.2 Compétences

Le comité syndical administre le syndicat. Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au président, aux vice-présidents ayant reçu délégation ou au bureau dans son ensemble à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion du syndicat à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par semestre sur convocation du président du syndicat.

ARTICLE 7. RESSOURCES DU SYNDICAT

Les dépenses du syndicat sont couvertes par les redevances pour fourniture d'eau. Le syndicat peut créer les ressources nécessaires et les ajuster de manière à assurer l'équilibre du budget en recettes et dépenses. Il peut effectuer des opérations mobilières et immobilières nécessaires au bon fonctionnement de ses services, assurer le financement des travaux, réaliser les emprunts nécessaires, solliciter et encaisser les subventions, dons et legs, faire recouvrer par le receveur du syndicat les redevances des abonnés ainsi que les taxes et les factures de prestations.

ARTICLE 8. DÉSIGNATION DU RECEVEUR

Les fonctions de receveur syndical sont exercées par Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Flers.

ARTICLE 9. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-8 du CGCT par renvoi des dispositions de l'article L. 5211-1 du CGCT, le comité syndical établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.